

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : MDE 19/003/2008 – ÉFAI

13 février 2008

**AU 41/08**      **Craintes de disparition forcée / Craintes d'emprisonnement pour raisons d'opinion / Craintes de torture ou de mauvais traitements**

**LIBYE**            **Juma Boufayed (h)**  
**Abdelrahman al Qateewy (h)**

---

Personne n'a vu Juma Boufayed ni Abdelrahman al Qateewy depuis février 2007. Ils faisaient alors partie d'un groupe qui préparait une manifestation pacifique. Les autres membres de ce groupe sont actuellement jugés et ont comparu devant un tribunal pour la septième fois le 12 février 2008. Cependant, les deux hommes nommés ci-dessus n'y ont pas été présentés avec eux ce jour-là, ni à aucun autre moment. De plus, leurs noms n'ont jamais été cités par le juge lors des audiences.

Amnesty International pense que Juma Boufayed et Abdelrahman al Qateewy sont des prisonniers d'opinion, détenus uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression, et craint qu'ils ne soient victimes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.

Leur groupe préparait une manifestation qui devait avoir lieu le 17 février 2007, date anniversaire de celle de Benghazi, lors de laquelle au moins 12 personnes avaient été tuées et de très nombreuses autres blessées à la suite d'une intervention policière.

Juma Boufayed a été arrêté le 16 février 2007 à son domicile familial, dans la ville de Gheryan, quelques heures après son frère Idriss. Tous deux avaient participé à l'organisation de la manifestation. Abdelrahman al Qateewy, étudiant en médecine, faisait également partie du groupe qui l'a préparée. Il était chargé de concevoir et de fabriquer les banderoles qui devaient être utilisées à cette occasion.

Juma Boufayed a raconté l'arrestation de son frère quelques heures après celle-ci, lors d'une interview téléphonique : des hommes armés se seraient présentés au domicile familial et, comme personne ne leur répondait, ils auraient enfoncé la porte et emmené Idriss. Au cours de cet entretien, il a également déclaré qu'il craignait d'être lui aussi bientôt arrêté pour avoir révélé ces informations par téléphone. Le 18 février 2007, Juma Boufayed aurait été amené au domicile familial afin d'y récupérer son portable et son ordinateur. C'est la dernière fois que quelqu'un l'a vu.

Idriss Boufayed est actuellement jugé, en même temps que 11 autres prévenus ayant, semble-t-il, participé à la préparation de la manifestation. Ces personnes ont été inculpées d'infractions définies en termes vagues, notamment de « tentative de renversement du régime politique », de « détention d'armes et d'explosifs dans le but de mener des activités subversives » et de « communication avec des puissances ennemies ». D'après certaines sources, toutes ont été détenues au secret de manière prolongée après leur arrestation, et au moins deux d'entre elles ont été torturées. Leur procès, qui s'est ouvert en juin 2007, a été transféré à la nouvelle Cour de sûreté de l'État, établie en août 2007 afin de juger les personnes accusées d'infractions portant atteinte à la sécurité nationale et d'activités politiques interdites.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en arabe, en anglais ou dans votre propre langue) :**

- déclarez-vous profondément inquiet à l'idée que Juma Boufayed et Abdelrahman al Qateewy aient été victimes d'une disparition forcée, et demandez instamment aux autorités de révéler sans délai le lieu où se trouvent ces deux hommes ;
- exhortez les autorités à veiller à ce qu'ils soient traités avec humanité et qu'il leur soit immédiatement permis d'entrer en contact avec les avocats de leur choix, de recevoir la visite de leurs proches et de bénéficier de soins médicaux ;
- faites remarquer que ces deux hommes semblent être détenus uniquement pour avoir exercé sans violence leur droit à la liberté d'expression, ce qui pourrait faire d'eux des prisonniers d'opinion qui doivent être libérés immédiatement et sans condition.

**APPELS À :**

Chef de l'État :

Colonel Mu'ammar al-Gaddafi

Office of the Leader of the Revolution, Tripoli, Libye

**Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur,***

Ministre de la Justice :

Mustafa Abdeljalil

Secretary of the General People's Committee for Justice,

Secretariat of the General People's Committee for Justice

Tripoli, Libye

**Courriers électroniques :** [secretary@aladel.gov.ly](mailto:secretary@aladel.gov.ly)

**Fax :** +218 21 4805427

**Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Ministre,***

**COPIES À :**

Fondation Kadhafi pour le développement :

Saif al-Islam al-Gaddafi

President, The Gaddafi Development Foundation

El Fatah Tower, 5th Floor B No. 57, PO Box 1101

Tripoli, Lybie

**Courriers électroniques :** [info@gaddaficharity.org](mailto:info@gaddaficharity.org)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Libye dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.** APRÈS LE 26 MARS 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.